



Les annales de la recherche urbaine

Services urbains



N° 31

Dunod

Les Guardian Angels aux Etats-Unis

Dominique Boullier

L'emploi devient un enjeu social, parce qu'on manque d'emplois. Cette crise est-elle provisoire ou relève-t-elle d'une tendance à plus long terme ? La réduction de l'emploi à l'occupation d'un poste de travail ne souligne-t-elle pas un doute général, amorcé depuis la révolution industrielle, sur ce qui constitue le travail, sur la notion de métier ?

Les seules contributions sociales¹ réellement reconnues par la société occidentale contemporaine sont les activités rémunérées, celles qui relèvent d'un travail au sens commun du terme ; en même temps, ce travail devient de moins en moins valorisé comme métier, comme contribution sociale, il se réduit à l'occupation d'un poste (l'utilité sociale n'est plus un critère). De plus, ces postes eux-mêmes deviennent plus rares et vont le rester. Cette succession de réductions de la réciprocité sociale se présente comme suit : contributions sociales > travail rémunéré > emploi > absence d'emploi. La base des contributions sociales et de la réciprocité semble s'être réduite à un degré qui empêche sans doute la solution du « problème de l'emploi » lui-même.

Les jeunes sont les principales victimes de cette réduction systématique. Mais la rude compétition pour les seules charges sociales reconnues limite de plus en plus les responsabilités à une génération (30-50 ans), l'adolescence et les apprentissages professionnels s'allongeant démesurément, alors que l'âge de la retraite s'abaisse rapidement.

1. Nous reprenons ici les orientations des travaux de Jean Gagnepain dans sa théorie sociologique de la personne. (J. GAGNEPAIN, *Du vouloir dire. Traité d'épistomologie des sciences humaines*, tome 1, *Du signe, de l'outil*, Pergamon Press, Paris, 1982 ; tome 2, *De la personne, de la norme*, à paraître.) Cf. D. BOULLIER, *Un étranger intime, l'adolescent. La cohabitation des générations en grand ensemble*, LARES, Rennes, 1985.

Le phénomène d'ensemble, qui nécessiterait une différenciation plus fine selon les groupes sociaux, pose non pas le problème des « jeunes », mais celui des relations entre générations et celui de la charge sociale confiée à chacune, de la contribution que chaque génération peut apporter. Quelle contribution demande-t-on à la jeunesse ? On a trop souvent évoqué la nécessité d'accorder des droits aux jeunes, sans supposer que leur revendication essentielle — et peut-être la seule forme de socialisation véritable — consiste en une exigence de devoirs à remplir envers l'ensemble de la société. Le seul devoir actuellement proposé (et seulement proposé) réside dans la formation, avec ses incertitudes et surtout son absence de reconnaissance comme contribution sociale à part entière. Cette latence prolongée, cette attente de responsabilités provoque un mode de socialisation particulièrement frustrant marqué par ce type d'injonction paradoxale : « Profitez de votre jeunesse, faites des expériences, car ce qui a une réelle valeur sociale vient après. » Les observations quotidiennes le montrent : le décalage entre le monde de la formation (aussi appliquée soit-elle) et le monde « réel » est fortement ressenti par les jeunes — et d'autant plus que le décalage effectif entre qualification obtenue et possibilité d'emploi est grand. En France, l'urbanisation massive des années cinquante et soixante a atteint un palier, et l'on commence à la fois à faire le bilan de ce qui a été réalisé et à remodeler, à intégrer au système urbain des espaces hétérogènes (rénovations, plans de circulation, transports, etc.). Ce temps de gestion de la ville fait émerger nombre de « problèmes » ou de « besoins » qui passaient jusque-là inaperçus. Les pouvoirs locaux sont amenés à prendre en charge des services de plus en plus variés et de plus en plus complexes. Mais les modalités de réponse se diversifient et, en France comme aux Etats-Unis, la gestion directe de tous ces services (nettoyage ou câble, transports ou restauration collective...) par la municipalité elle-même ne va plus de soi².

Les jeunes ont-ils un rôle particulier à jouer dans le développement des services urbains ? Des emplois sont créés dans le secteur des services (conçu de façon large — bureaux, transports, restauration...) plutôt que dans l'industrie, qui utilise beaucoup moins de jeunes. Une grande partie des générations de citoyens de moins de vingt-cinq ans ont passé toute leur vie en milieu urbain et ont eu l'occasion de se familiariser avec les relations sociales urbaines, avec les services urbains. Ils en ont utilisé intensivement certains (transports, lieux publics, lieux culturels) et sont à même de sentir et d'exprimer les tendances dans les besoins en services urbains.

Il n'est pas certain que la notion de « services » soit plus précise lorsqu'on parle de « services urbains ». Il s'agit d'activités non productives de biens matériels organisées dans le cadre urbain, d'activités typiques de la ville, au sens où l'entendait l'école de Chicago. La ville est conçue comme cadre écologique, comme environnement humanisé caractérisé à la fois par le regroupement massif de population et par la segmentation complexe en activités et en mondes sociaux cloisonnés. La ville est plus que la juxtaposition de quartiers, elle nécessite notamment une gestion particulière des flux de trafic, d'informations, d'énergies.

L'adéquation entre ce cadre écologique, cette population, ces flux et le dispositif administratif et politique qui définit une commune et une municipalité n'est pas simple à réaliser. Aux Etats-Unis, le rôle des Etats et celui des pouvoirs locaux ont de tout temps été plus importants qu'en France, mais les problèmes de gestion de la complexité n'y sont pas moins grands. Si le Board of Supervisors (l'équivalent de nos conseils municipaux) et le maire sont les représentants élus par les habitants, il s'en faut de beaucoup que tous les services nécessaires à la ville soient entre leurs mains : certains peuvent opérer sur le territoire communal et dépendre de l'Etat. Mais cela ne dit rien encore sur les sources de financement, qui peuvent être fédérales, étatiques et/ou municipales. La politique des administrations fédérales depuis Nixon ayant consisté à reporter de plus en plus de charges sur les Etats, bon nombre de villes se sont vues privées de ressources fédérales importantes, notamment dans les domaines des transports en commun, des services de police, des pompiers (*revenue sharing*), depuis plusieurs années. Ce contexte de restrictions budgétaires (les *cut-backs*) résultait au départ de transfert de compétences... sans réel transfert de financement — surtout en Californie, où les électeurs avaient plébiscité en 1978 la « Proposition 13 », qui prévoyait une diminution des impôts et

2. Cf. le rapport pour le Plan urbain *A quoi servent les jeunes ? Jeunes et services urbains aux USA*, LARES/Plan urbain, Rennes, 1986.

limitait l'accroissement du budget de l'Etat californien. Cette situation s'est généralisée à tous les Etats depuis 1985, en raison de la volonté de Reagan de diminuer le budget fédéral. Avec la récente loi Gramm-Rudman, qui prévoit de réduire le déficit fédéral par des coupes sombres quasi automatiques dans la plupart des programmes fédéraux (excepté pour la défense et la sécurité sociale), les villes américaines doivent repenser totalement la gestion des services urbains.

Cette réforme des services urbains avait cependant précédé les contraintes budgétaires actuelles : depuis les années soixante-dix, le débat s'est focalisé autour de la privatisation des « services publics », la productivité devenant un critère essentiel d'évaluation, sans qu'on puisse toujours savoir en fonction de quels indices — et comment chiffrer le confort ou la relation personnalisée ? La diversité des réponses institutionnelles pour la fourniture d'un même service existe déjà depuis plusieurs années, en France aussi, où existent au minimum quatre dispositifs de base : — la municipalité produit le service elle-même ; — la municipalité achète le service à un organisme (public, parapublic, associatif) ; — la municipalité ne prend pas en charge le service : il est pris en charge par des bénévoles, par les habitants eux-mêmes ; — la municipalité ne prend pas en charge le service : il est fourni par une ou plusieurs entreprises privées.

La situation des villes américaines est grave et, selon toutes les prévisions, ne fera que s'aggraver. New York est devenue fameuse pour ses nids-de-poule dans les rues ; les transports collectifs de certaines villes sont notoirement insuffisants, mal organisés, quasi inexistants (Jacksonville, Floride) ou paralysés (la Bay-Area autour de San Francisco) ; des secteurs entiers d'habitat sont laissés à l'abandon ; le nettoyage n'est plus assuré régulièrement dans certains quartiers, des parcs ne sont plus entretenus (Oakland), sans parler du problème des sans-abris qui fait régulièrement la une des journaux pendant l'hiver — surtout avant le Thanksgiving Day ! Le phénomène est encore plus visible quand un service existant se dégrade que dans des situations d'urbanisation récente ; cela touche beaucoup plus le public. De plus, de nouveaux « besoins » sont nés des évolutions récentes de la vie urbaine : l'insécurité par exemple s'est accrue, au moins subjectivement.

Les débats actuels sur les modalités de gestion des services urbains sont un produit de cette complexité et de cette nouveauté des styles de vie urbains. Dans cette situation, la revalorisation du rôle du citoyen dans la cité, de sa contribution (autre que fiscale) paraît une orientation fortement marquée aux Etats-Unis : les services urbains ne sont pas seulement « fournis » par un organisme extérieur et consommés par le citoyen, ils reposent aussi le problème de la production vernaculaire de services, de la production de « valeur d'usage », des services rendus à la cité et institutionnellement exigés. Du gouvernement local qui distribue et organise tout, on évolue d'un côté vers une commercialisation des services, mais on peut aussi, d'un autre côté, évoluer vers une prise en charge directe par les citoyens. Cette orientation, parfois présentée de façon utopique, offre la possibilité d'une réhabilitation des rôles de divers groupes sociaux, de l'organisation de leur contribution — non nécessairement productive — à la vie de la cité. De fait, bon nombre de solutions proposées aux jeunes sans emploi ou d'initiatives prises par eux-mêmes (création d'entreprises) se situent dans ces créneaux des services urbains.

Les Guardian Angels. Histoires et règlements

L'histoire des Guardian Angels n'est pas connue en détail par chaque membre, mais chacun connaît au moins le mythe fondateur et... le couple fondateur. Voici le récit qu'en fait Eddy, le *chapter leader* de San Francisco³.

« Les Guardian Angels, ça a commencé en 1979 à New York City. C'est Curtis Sliwa qui a lancé l'idée. *Manager* dans un MacDonald's, il travaillait la nuit dans le Bronx. Il prenait le métro toutes

3. Interview du 9 novembre 1985.

les nuits, tôt le matin, et voyait beaucoup de crimes violents. Personne ne faisait rien, ils regardaient seulement pendant que d'autres se faisaient attraper, violer, tabasser.

« Curtis Sliwa a eu l'idée de mettre des jeunes dans le coup : ils avaient tous appris les arts martiaux, ils pouvaient se défendre eux-mêmes — c'est important pour pouvoir défendre quelqu'un d'autre. Ça a été dur au début, les gens lui disaient : "T'es fou, tu vas te faire cogner, tu vas être descendu." La police les emmerdait, c'était tout juste un autre gang, quoi. Ils s'appelaient les Magnificent 13 : référence au film *The Magnificent Seven* (en français, *les Sept Mercenaires*), et ils étaient treize. Petit à petit, ils ont porté des tee-shirts, mais sans logo, seulement un bandeau autour de la tête. Certains mettaient des dessins qu'ils avaient faits eux-mêmes : le plus souvent, c'était un poing avec une main ouverte qui l'arrête. Un peu les arts martiaux, le pouvoir, tout ça. C'étaient surtout des copains à Curtis Sliwa, des amis du quartier, du restaurant où il bossait. Mais c'est lui qui les poussait. Un nuit où il y avait eu des problèmes, le lendemain, ils lui disaient : "Non, je ne peux pas faire ça, mes parents, ma copine disent que je suis cinglé." Il fallait qu'il les secoue.

« Petit à petit, il a réussi, le groupe a grandi. Ils sont devenus les Magnificent 20, 50... Ils ont changé les noms. Il a dessiné le logo qu'on a maintenant et il a choisi le nom : les Guardian Angels. A la base, c'était le fait que chacun croie avoir un ange gardien ; quand on est gamin, les parents disent ça. [...] Curtis Sliwa avait une éducation religieuse — rien que pour choisir ce nom-là ! Il croit, mais il ne prêche pas, il n'impose pas sa religion aux autres. Il veut seulement que les gens croient dans l'idée d'aider les autres. Les Guardian Angels, ça s'est étendu sur la côte Est et, en 1981, ils ont été créés à San-Francisco. »

Le récit d'Eddy reprend à peu de choses près ce qu'on trouve dans les journaux. Il omet pourtant un élément important : Lisa Ewers, devenue la *pasionaria* des Guardian Angels, qui a beaucoup retenu l'attention des médias. Ceinture noire de karaté, élevée dans une bonne famille — père vendeur, mère infirmière —, elle tenait une galerie d'art et se retrouve *leader* des Guardian Angels très rapidement. Elle est blanche, d'éducation supérieure et elle épouse en 1984 Curtis Sliwa, hispanique — mère technicienne, père, marine marchande. Elle raconte, dans une interview télévisée, avoir été effrayée par ces « loubards » au début, puis s'être imposée, aidée par le charme de Curtis Sliwa. Dans le bureau des G A de San Francisco, les deux portraits du couple fondateur sont encadrés et fixés au mur. Devenue mannequin, Lisa Ewers fascine et séduit autant les Guardian Angels que les médias, mais elle continue à patrouiller dans le métro new-yorkais et son mari assure qu'il a plus peur pour les voyous qui l'agresseraient que pour sa femme.

La lecture de la presse permet de suivre la carrière de Curtis Sliwa et des Guardian Angels : elle commence assez tôt puisqu'à seize ans il sauve six personnes dans l'incendie de leur maison et est récompensé par le président comme *Newboy of the Year*. Après la fondation des Guardian Angels, Sliwa gardera toujours à l'esprit ce rôle de modèle pour les plus jeunes : « Quand vous êtes fatigués, rappelez-vous que les petits croient toujours à Batman et à Robin des Bois, qui font le bien. On ne peut pas les décevoir », déclare-t-il aux G A.

L'extension des Guardian Angels va être régulière : elle atteint quarante-huit villes à l'automne 1983 (Etats-Unis et Canada). Une grande diversité demeure dans les styles des organisations locales (depuis ceux du New Jersey qui marchent au pas et portent des treillis et des bottes jusqu'à ceux de San Francisco, plutôt décontractés). Eddy le souligne : « C'est comme ça là-bas parce qu'il faut ça pour obtenir le respect dans le New Jersey. Ailleurs, ils portent des vêtements marrants, des pantalons bleus brillants, parce que, dans le coin, c'est comme ça, *break dance* et tout. Nous, ici, on ne marche pas au pas. Ça ne passerait pas à San Francisco, trop militaire ! »

Le développement conduit même à l'apparition de *white-collar* Guardian Angels à Dallas. Ils ont tous plus de quarante ans, sont propriétaires de leur maison et se sont organisés comme groupe de quartier pour patrouiller... autour de leurs maisons. Ils s'entraînent au karaté, mais patrouillent en voiture.

Cette apparente banalisation n'est pourtant pas recherchée, car Sliwa attire avant tout la jeunesse des minorités et n'hésite pas à valoriser l'anticonformisme, l'opposition active à l'ordre établi, alors même qu'il donne une image d'ordre de son organisation. Ainsi, Sliwa bloquera le métro new-yorkais pour protester contre un projet de nettoyage de graffiti inutile selon lui et coûteux pour la collectivité : il revendique l'allocation de cet argent à la sécurité dans le métro. Il sera arrêté par la

police, de même qu'à Chicago où il prend délibérément le bus sans payer pour obtenir des laissez-passer de la municipalité.

Les initiatives les plus politiques sont souvent décidées par Sliwa, qui garde un contact personnel régulier avec tous les « chapitres ». Ceux-ci sont autonomes malgré tout et à Los Angeles, par exemple, on se fait fort de dépasser la renommée de New York, que tout le monde associe aux Guardian Angels : « Nous voulons créer notre propre tradition, nos propres légendes, à Los Angeles, et nous débarrasser de l'image de New York⁴. »

Les règles de l'organisation, bien qu'appliquées de façon différente dans chaque ville, demeurent malgré tout assez bien définies pour donner une unité nationale au mouvement.

Un texte — *National Rules and Regulations* — établit le règlement interne des Guardian Angels, parfois légèrement adapté, mais dont la plupart des principes sont respectés. Cette souplesse dans l'application est cependant une critique majeure des autorités, qui souhaiteraient une plus grande *accountability* du mouvement (qu'il puisse rendre des comptes précis)⁵.

La sélection des membres est stricte sur un point : le candidat ne doit avoir aucun délit inscrit à son casier judiciaire, pour les cinquante premiers membres ; pour les autres, aucun crime. L'âge minimum requis est en général de seize ans, mais, à San Francisco et à Los Angeles, certains jeunes avaient quinze ans. Le recrutement est mixte, et les filles sont soumises aux mêmes règles que les garçons. Un test d'aptitude minimale à l'autodéfense est passé avant d'être accepté (bloquer des coups de poing, de couteau, de bâton) : cette exigence facilite le recrutement de jeunes qui ont déjà pratiqué les arts martiaux... ou les bagarres de rue.

Les Guardian Angels sont une organisation de volontaires. Les financements, très minimes, proviennent des contributions de chaque membre (qui achète son tee-shirt et son béret) et des dons de particuliers. Les Guardian Angels ne reçoivent aucune subvention de quelque autorité que ce soit.

Ils agissent comme « dissuasion visuelle » vis-à-vis des criminels éventuels. Leur but est de prévenir le crime, non de faire des arrestations. Ils peuvent cependant effectuer des *citizen's arrests*, si nécessaire, lorsqu'ils sont témoins d'un crime, mais insistent sur leur différence avec les « justiciers », comme Bernard Goetz dans le métro de New York en 1985 : ils ne punissent pas et remettent leurs prisonniers à la police. Un de leurs buts secondaires est d'éduquer le public à ne plus accepter le rôle de victime, à limiter les risques d'agression, à réagir face à une agression dont il est témoin. Ils ont publié un livre présentant ces techniques.

Les Guardian Angels ne font pas respecter la loi en général, mais seulement certains aspects : ils ne sont pas censés intervenir dans les cas d'usage ou de trafic de drogue, de prostitution, de jeu, d'ébriété ; ils n'interviennent pas non plus dans les domiciles privés. Leur rôle se limite donc aux délits de violence ou de vol sur la voie publique. Mais cette limite, nous le verrons, est parfois difficilement supportable pour eux ; parce qu'elle conduit à l'inaction pendant les patrouilles.

Les différentes sections patrouillent au minimum deux soirs par semaine (vendredi et samedi soir), mais, selon le nombre des membres, elles peuvent intervenir toute la semaine. Les données de l'enquête de Susan Pennel permettent de préciser, à l'échelle nationale, ces informations : nombre de patrouilles par semaine et par ville, deux à dix-neuf (New York) ; durée des patrouilles, en moyenne quatre heures ; nombre moyen de membres dans chaque patrouille, quatre à huit (nous avons cependant observé à Los Angeles des patrouilles de dix) ; nombre de patrouilles par semaine pour chaque membre, deux ou trois.

Les tâches sont réparties entre les membres d'une patrouille : un *patrol leader*, le seul à prendre les décisions et à parler dans les situations délicates (la règle est d'ailleurs le silence pendant les patrouilles) ; deux *front guards* — qui protègent le *patrol leader* en cas de problème — dont un *second command*, qui remplace le *leader* si nécessaire ; deux *rear guards* à l'arrière, qui doivent surtout maintenir le public à distance ou faire la circulation en cas d'incident ; un *medic* chargé des soins, qui porte une trousse premiers soins ; un *runner* chargé de la communication, c'est-à-dire de téléphoner à la police le plus souvent.

4. Interview d'un *chapter leader*, 18 janvier 1986.

5. S. PENNEL, C. CURTIS, J. HENDERSON, *Guardian Angels. An Assessment of Citizen Response to Crime*, 3 vol., Association of Governments, San Diego, 1985.

Les «couleurs» (béret et tee-shirt) ne doivent être portées qu'«en service». Les Guardian Angels en patrouille ne doivent pas porter d'armes ni être sous l'influence de drogues ou d'alcool : une fouille est organisée avant chaque patrouille (cette règle est très respectée) et tout contrevenant est immédiatement exclu. Il est interdit de fumer pendant les patrouilles (sauf pendant les *breaks*, pris souvent dans un fast-food) et de crier ou d'insulter les passants. Un rapport de patrouille, rédigé par le *patrol leader* sur des formulaires standards, décrit les participants, le parcours, les horaires et tous les incidents, y compris ceux internes à la patrouille.

Les règles d'intervention en cas d'incident mettent l'accent sur la nécessité de ne pas réagir aux agressions verbales (ou lorsqu'on est poussé, par exemple). C'est seulement en cas d'attaque dangereuse que les Guardian Angels réagissent en évitant toute brutalité et en cherchant à calmer la situation. Les arrestations doivent respecter des règles précises (certains G A sont porteurs de menottes).

L'univers culturel des Guardian Angels

Les récits de patrouille le montrent : les événements violents ne sont pas si fréquents (sauf à New York). Patrouiller dans les rues la nuit, c'est fatigant et ennuyeux le plus souvent : pourtant, l'intérêt est réel, puisqu'on cherche à devenir Guardian Angel et qu'on le reste. La rotation des effectifs est cependant élevée : en 1984, 58 % des G A étaient membres depuis un an au moins ; 14 % depuis treize à vingt-trois mois ; 28 % depuis deux ans ou plus⁶. Les désaffections peuvent être liées à l'instabilité habituelle des engagements de jeunesse, mais aussi à deux types de déceptions opposées : il n'y a pas beaucoup d'action, on est trop limités, contrôlés ; il faut de l'engagement physique, on prend des risques.

Le recrutement assez varié des Guardian Angels explique cette double déception : le mouvement doit maintenir un équilibre précaire dans les rapports de ses membres à la violence.

Toutes les discussions, tous les vêtements, toutes les activités font référence à la violence, mais de façon très ambivalente. La plupart des jeunes recrues sont issues «de la rue», ont fait partie des bandes ou les ont côtoyées. Scott, *leader* de G A, reprend des statistiques qu'il a lues quelque part, selon lesquelles il y aurait 50 000 membres de gangs à Los Angeles, mais «seulement» 7 à 8 000 participants actifs aux délits commis par ces gangs. Pour lui, voilà la cible pour le recrutement des Guardian Angels : les 42 ou 43 000 jeunes qui suivent les gangs parce qu'il n'y a pas d'autre modèle. Le pari des G A, très bien perçu par leur fondateur, consiste à jouer sur ce retournement des valeurs de la jeunesse des minorités tout en restant fortement enraciné dans ses traditions.

La culture de la violence fait ainsi partie de la vie quotidienne des jeunes de la «zone» (*inner-city youth*). Les G A discutent des mérites de la boxe comparée à tel art martial, valorisent Bruce Lee, comme le font tous les jeunes des milieux populaires urbains... du monde entier peut-être. Le mouvement s'est appuyé dès le départ sur cette tradition : Lisa Ewers est ceinture noire de karaté ; la section de San Francisco a été créée par un professeur d'arts martiaux qui a fait tourner un représentant des G A dans toutes les écoles de karaté de la Bay Area : il a trouvé aussitôt plus de deux mille candidats, qu'il a fallu sélectionner. Déjà l'univers culturel des arts martiaux dans lequel puisent les Guardian Angels représente une socialisation de la violence fort éloignée des bagarres de rue. La ritualisation, extrême parfois, vise à un contrôle et à une maîtrise de soi plus difficile à atteindre que la puissance physique pure. Mais les Guardian Angels, s'ils s'inspirent de ces philosophies, ne sont pas aussi stricts dans leurs exigences d'entraînement, de performance, de ritualisation : plusieurs techniques sont combinées et tout jeune loubard peut s'y intégrer sans être repoussé par le climat élitiste si fréquent dans les écoles d'arts martiaux.

6. S. PENNEL, *op. cit.*

L'appel au contrôle de soi, à la discipline parvient parfois difficilement à contenir le besoin d'action. La définition abstraite de la cible des G A : délit de violence sur les personnes, n'est guère motivante. Aussi, à Los Angeles, on assiste à un glissement prudent vers un engagement contre le trafic de drogue. Pendant les patrouilles, l'observateur sent parfois le besoin de créer de l'événement, de dramatiser un problème bénin. Curtis Sliwa, le fondateur, maintient d'ailleurs son prestige par ses décisions d'interventions spectaculaires qui bousculent le train-train et qui font une grande publicité aux Guardian Angels.

La capacité à se mouler dans la culture des jeunes des minorités apparaît aussi dans le choix d'uniformes. L'attrait pour l'ordre militaire a souvent été observé chez la plupart des jeunes les plus défavorisés ou chez les délinquants : un attrait ambivalent sans nul doute, associé à la crainte d'un contrôle insupportable. Mais, au-delà d'une référence militaire, l'uniforme souligne — affiche même — plus qu'une appartenance : un rôle social.

Appartenir à un groupe, c'est lui confier sa définition sociale, c'est se reposer sur lui pour délimiter une identité encore incertaine : les adolescents marquent particulièrement ces appartenances (ne serait-ce que par la mode) en les caricaturant parfois, en s'y fondant totalement, tant le jeu de mise à distance/appartenance est encore mal rodé pour eux.

Les Guardian Angels reprennent totalement les modèles d'appartenance aux gangs, dont les uniformes (parfois seulement un bandeau) sont souvent un trait caractéristique. Cette adaptation aux enjeux culturels locaux est très nette dans le refus d'imposer un uniforme complet identique de l'Est à l'Ouest. Les Guardian Angels montrent un sentiment d'appartenance particulièrement fort grâce à l'ensemble des rites d'initiation prévus, aux références mythiques solidement établies, à la répartition de rôles précis dans chaque patrouille, à la possibilité de promotion. Chacun compte, chacun a sa place particulière (ce n'est pas une masse et il n'y a pas de brimades), mais chacun se réfère à un univers culturel commun, très structuré et, de plus, assez proche de sa culture d'origine. Les Guardian Angels ne dépersonnalisent pas pour ensuite resocialiser dans le groupe, comme le font l'armée ou les sectes. L'initiation structure seulement une synthèse de traits culturels déjà existants chez ces jeunes.

Le paradoxe tient à l'unité du groupe, créée à partir d'une diversité ethnique très grande. L'expérience multiculturelle, « inévitable » aux Etats-Unis, est valorisée chez les Guardian Angels. Le mouvement s'enracine en fait dans ce qui constitue une « sub-culture » commune à tous les jeunes urbains de milieux populaires. Si la dominante à Los Angeles est plutôt hispanique, l'enquête de Susan Pennel montre bien la répartition équilibrée des groupes ethniques (32 % blancs, 29 % noirs, 23 % hispanique, 16 % autres, surtout asiatiques), ce qui traduit une surreprésentation des minorités, mais exprime assez fidèlement les composantes des milieux populaires urbains aux Etats-Unis.

Mais l'appartenance est souvent jouée pour elle-même dans les groupes de jeunes : on s'oppose, on s'allie, on se divise, on change de hiérarchies, de valeurs à un rythme rapide et l'on se grise parfois de ces jeux de classements. Les adolescents et les jeunes ne font ainsi qu'expérimenter leur nouvelle capacité à créer des univers sociaux dont ils sont le centre, capacité qui constitue la personne comme être-en-société, mais qu'ils exacerbent dans ses deux moments dialectiques : la frontière et l'appartenance. Pourtant, ce jeu sur lequel s'appuient les Guardian Angels prétend chez eux à autre chose : toujours, dans les discours, revient la nécessité de ne plus s'inscrire dans les systèmes d'opposition entre gangs (« on n'est pas un gang de plus, on est au-delà de ça », insiste Scott). S'ils se servent des mêmes valeurs qui marquent les appartenances, les Guardian Angels orientent leur action vers un but, une contribution sociale au « bien commun », le renforcement de la sécurité publique.

La référence aux *Sept Mercenaires*, elle-même héritée des *Sept Samourais* et d'une longue tradition, est de ce point de vue très explicite : on assiste à un retournement des valeurs — les méchants deviennent bons ; et l'on observe un pur exercice de devoir, gratuit, comme contribution à un groupe inconnu, comme sens suprême de la mission.

Cette mise en mouvement du groupe pour un but désintéressé est sans doute le trait le plus marquant des Guardian Angels. On pourrait le retrouver dans des organisations contrôlées par des adultes dans un but éducatif explicite (la b a des boy-scouts). Mais, ici, le mouvement se génère

« lui-même » autour d'un *leader* très proche des jeunes, même s'il semble souvent un peu plus âgé : vingt-trois ans pour Eddy, vingt-huit pour Scott. Cette dynamique de contribution sociale à la cité permet, pour un groupe de jeunes, d'exercer un rôle social et de prétendre à un statut de personne complet : non seulement ils savent se distinguer, faire du classement, mais ils savent aussi « faire-pour-autrui », gratuitement, par « sens du devoir ». Ce saut est totalement absent de la plupart des groupes de pairs des jeunes générations, qui sont maintenues dans une irresponsabilité prolongée. Les Guardian Angels forcent ce blocage : *Dare to care* — oser être responsable — est leur devise.

Cette dimension, vitale pour l'existence du groupe, les pousse parfois à chercher à se rendre utiles à tout prix — pas nécessairement à bon escient : on retrouve là un paradoxe des groupes d'assistance⁷, qui ne vivent que par la mise en dépendance d'un autre. Pour aider quelqu'un et servir, il faut qu'il y ait un appel, et parfois, dans cette recherche de quelqu'un à assister, on en vient à aider des passants malgré eux, provoquant chez l'autre un sentiment d'insécurité qu'il n'éprouvait pas nécessairement. Les Guardian Angels doivent de fait « chercher l'incident » et se précipitent parfois maladroitement pour le moindre problème.

Ces groupes de sécurité prennent en charge de leur propre chef un rôle qu'ils supposent utile au « bien commun ». Mais ils demeurent sans mandat, sans reconnaissance officielle, incertains, c'est pourquoi ils cherchent en permanence tous les signes de remerciement, de reconnaissance. Les poignées de main, les relations publiques, les dons financiers, les articles dans les journaux ou le repas offert par un membre éminent de la communauté coréenne, tout cela renforce leur conviction de servir la collectivité. La seule gratification effective réside dans cette reconnaissance publique, et chaque membre des Guardian Angels exprime clairement tout le bien que ça fait de se sentir utile et reconnu comme tel.

Cette reconnaissance permet aux Guardian Angels de prétendre jouer le rôle de modèle pour les citoyens en général, pour les jeunes générations en particulier : ils l'affirment explicitement, ils effectuent un retournement complet de l'image qui leur colle à la peau. Ce deuxième élément, puisé dans la mythologie (les méchants deviennent les gentils), fait partie de l'univers culturel des jeunes des milieux populaires urbains : l'univers social est clivé (bons/méchants, riches/pauvres, flics/voyous), mais en même temps ambivalent : il n'y a pas de demi-mesure, mais les extrêmes se ressemblent. Cette tradition se retrouve dans la thématique du rachat, de la conversion très fréquente chez les loubards ou chez les délinquants. (« Depuis que j'ai rencontré ma copine, j'ai changé complètement. » « J'ai fait mon temps, j'ai payé ; maintenant, c'est fini les conneries. ») L'image qu'ils doivent donner d'eux-mêmes est toujours extra-ordinaire, dans le « vice » ou dans la « pureté ». Leur responsabilité vis-à-vis des jeunes générations est valorisée et renforce un trait culturel de ces milieux, notamment chez les immigrés récents dans les villes occidentales : la famille est sacrée, et les aînés sont responsables des cadets.

Il est intéressant de noter, de ce point de vue, que l'idéologie des Guardian Angels conserve un trait commun aux bandes, à savoir une certaine révolte. Le paradoxe tient à ce que, pour eux, l'ordre établi, les valeurs dominantes qu'ils combattent sont actuellement le désordre, le crime et la lâcheté des citoyens. Voulant renforcer l'esprit de responsabilité, la sécurité publique, le respect des autres et de la propriété privée, valeurs traditionnelles s'il en est, ils le font dans un état d'esprit combatif de contestation, de refus de la dégradation. En cela, les Guardian Angels sont à la fois les héritiers d'une longue tradition américaine d'intervention directe des citoyens, de *volunteerism* et, en même temps, l'un des symptômes du climat politique et culturel contemporain, symbolisé par l'ère Reagan : retour aux valeurs établies, rétablissement d'un ordre moral contre la dégradation des mœurs, le laisser-aller des services publics et l'irresponsabilité des citoyens.

Mais les Guardian Angels s'inscrivent de façon si particulière, si imprévue, si indépendante dans ce mouvement que les malentendus avec les autorités sont fréquents.

7. Cf. D. BOULLIER, *L'Impossible Fraternité des ondes. La fraternité cibiste*, LARES, Rennes, 1985.

L'insécurité organisée ?

Curtis Sliwa a toujours affirmé clairement qu'il ne souhaitait aucune aide des pouvoirs publics, aucun statut officiel, mais seulement la reconnaissance de l'utilité de leur présence par des laissez-passer dans les transports publics (ou encore des cartes de membre des G A reconnues par la police, mais sans contrôle sur l'organisation) — ce qui gêne beaucoup les autorités et le rend suspect à leurs yeux. Le Board of Supervisors de Los Angeles a fait appel aux Guardian Angels à la suite d'une vague de crimes commis dans les bus. Quelques membres sont venus de New York, une publicité leur a été faite et la section de Los Angeles s'est ainsi montée. Mais l'entente avec la mairie s'est vite dégradée : on ne leur a jamais accordé de laissez-passer dans les bus, par exemple. Plus tard, des incidents ont eu lieu avec la police ; récemment, un groupe de Guardian Angels s'est encore fait interpellé et verbalisé dans un quartier d'Hollywood.

L'attitude des autorités de Los Angeles est significative : se servir des Guardian Angels, mais en même temps éviter toute reconnaissance officielle qui pourrait signifier une responsabilité de leurs actions. Or, les Guardian Angels ne veulent aucun contrôle extérieur sur leur organisation et préfèrent refuser une aide financière plutôt que de perdre leur indépendance. Là encore, ce trait culturel, bien repéré par Curtis Sliwa, va tout à fait dans le sens d'un maintien de la proximité avec les groupes de jeunes proches des gangs. Si les Guardian Angels jouent un rôle de service public, s'ils apprécient qu'on reconnaisse leur utilité, c'est uniquement sur leurs propres bases, de leur propre chef et sans aucune collusion avec les autorités. Car l'opposition spontanée des jeunes des milieux populaires urbains à la police, aux politiciens, aux pouvoirs susceptibles de les manipuler demeure très forte, il s'agit d'une méfiance quasi viscérale. En cela aussi, les G A diffèrent beaucoup d'une organisation éducative ou socioculturelle : Curtis Sliwa sait qu'il doit maintenir le contact avec « sa base » en permanence et éviter une trop grande institutionnalisation sous peine de perdre son crédit de Robin des Bois des grandes villes (« il traîne dans la rue avec sa bande, mais pour protéger la victime », nouvelle version de « il vole les riches pour donner aux pauvres »).

Aux Etats-Unis, les services de sécurité publique urbaine sont beaucoup plus variés et développés qu'en France. Mais la sécurité y est aussi devenue depuis longtemps une affaire privée et profitable. Les agences de sécurité privées sont très nombreuses à San Francisco et interviennent bien au-delà du convoyage de fonds ou de la surveillance des supermarchés. De nombreux lieux de spectacle ou certaines résidences sont surveillés en permanence par des gardes armés, mais ces groupes n'effectuent pas de patrouilles dans les lieux publics.

Les Guardian Angels s'insèrent cependant dans une autre tradition particulièrement développée aux Etats-Unis depuis les années soixante : l'intervention des citoyens dans la prévention du crime. Michaël Castleman⁸ rapporte l'histoire de Kitty Genovese, assassinée en 1964 dans le quartier de Greens à New York, sans réaction des témoins, qui provoqua un débat public sur la sécurité et l'intervention des citoyens ; il date le début des groupes de surveillance de quartier (*neighborhood watch*) de 1971 à Philadelphie, en réaction à des viols répétés, puis à un meurtre. La surveillance collective de son propre quartier n'était qu'une partie des activités proposées, qui allaient d'une éducation à réagir en cas d'attaque (refuser le rôle de victime) à des transformations simples dans les maisons pour rendre la tâche des éventuels voleurs plus difficile. Mais il s'agissait surtout de recréer des liens entre voisins, de s'entraider, de rompre avec l'« anonymat » des villes et des banlieues. La « surveillance de quartier » a été soutenue par le gouvernement et l'on a vu apparaître quantité de panneaux : « Voleurs, attention, quartier surveillé. » Un panneau qui représente d'ailleurs parfois la seule action réelle menée par le voisinage ! Mais d'autres quartiers ont mis sur pied des « patrouilles de citoyens », en collaboration étroite avec la police et toujours limitées à une intervention dans leur quartier — deux caractéristiques qui les différencient des Guardian Angels.

8. M. CASTLEMAN, *Crime Free*, Simon and Schister, Inc., New York, 1984.

La diversité des situations est extrême : une association s'est créée (National Association of Town Watch) qui représenterait 1 200 groupes, 200 000 volontaires dans vingt-huit Etats et qui publie un journal, *New Spirit*⁹. Mais chaque groupe demeure totalement indépendant : il n'existe pas de structure nationale, comme c'est le cas pour les Guardian Angels. Un groupe, par exemple, existe à Oakland — les Grey Panthers —, constitué par des volontaires âgés de soixante à quatre-vingts ans¹⁰. Certaines patrouilles se limitent à la surveillance d'immeubles, d'autres marchent, d'autres encore (la plupart) circulent en voitures équipées de c.b. Personne ne doit porter d'arme ni faire d'arrestations, et, s'il y a des exceptions, les incidents du type « autodéfense » (*vigilantism*), redoutés par les autorités, ont été très rares. Le mouvement de participation de citoyens à la prévention du crime s'est développé en même temps que des expériences de médiation organisées dans les quartiers pour résoudre des conflits en dehors de la justice (Community Board Program, lancé aux Etats-Unis par Raymond Shonholtz).

Les Guardian Angels sont donc amenés à côtoyer de nombreuses institutions. Leur souci de développer l'autosurveillance des groupes de quartier les conduit à faire des conférences, à présenter leur organisation. En fait, ils ont une piètre considération pour ces patrouilles de citoyens qui « parlent beaucoup, mais ne font pas grand-chose », comme le dit Eddy. Si la coupure est si forte, c'est qu'elle réside dans des différences culturelles profondes. Les patrouilles de citoyens sont en majorité composées de blancs, âgés de plus de quarante ans, de revenus et de niveau d'instruction élevés : elles se limitent à leur quartier et possèdent des moyens plus importants que les Guardian Angels (voiture, radio, etc.). Toutes ces caractéristiques constituent un univers culturel totalement différent de celui des G A, et le discours unanimiste sur le « bien commun » n'existe pas ; sans se concurrencer, les deux mondes préfèrent s'ignorer et se diviser implicitement le travail. Mais le fait que les Guardian Angels patrouillent dans toute la ville les conduit parfois à empiéter sur des territoires réservés, parfois contrôlés par des gangs comme à Los Angeles, mais aussi surveillés par des groupes de citoyens (ainsi les G A se sont affrontés aux Brown Berets à San Antonio, Texas).

La collaboration des Guardian Angels avec la police est beaucoup plus conflictuelle : autant les groupes de citoyens se font encadrer, former par elle, autant les G A restent autonomes ; ils ne veulent rendre de comptes à personne. Fort du développement de l'organisation dans le comté de Los Angeles (cinq chapitres, au moins cent cinquante membres), Scott peut discuter avec la police pour essayer de s'entendre sur les rôles respectifs, les patrouilles. Et les G A sont fiers de cette reconnaissance par de vrais professionnels. Mais, en même temps, ils continuent de véhiculer les mêmes sentiments antifics qui font partie de leur culture quotidienne : les abus de la police, les vexations vis-à-vis des Guardian Angels sont rapportés ; tel G A qui a empêché la police de tabasser un suspect à la convention démocrate de 1984, à San Francisco (où les G A ont assuré la sécurité à plus de deux cents), devient un héros local. La police, dans l'ensemble, semble se méfier des G A : leur mission n'est pas clairement définie, ils ne sont pas contrôlables ; surtout, leur existence même manifeste que la police ne suffit plus à prévenir le crime, à assurer la sécurité. Cela remet en cause à la fois sa compétence et son monopole.

Les relations des Guardian Angels avec les agents de sécurité privés sont beaucoup plus chaleureuses : souvent issus du même milieu, ces gardes représentent aussi pour beaucoup une des perspectives d'emploi les mieux adaptées, ne demandant pas de qualification spéciale et fournissant un statut (et un uniforme). Les Guardian Angels peuvent même servir d'expérience paraprofessionnelle, mais aucun ne semble pourtant mettre cela en avant pour obtenir un emploi. Là encore, le retournement du loup en agent de sécurité, du gang en groupe de surveillance, s'intègre à la tradition culturelle des jeunes des milieux populaires urbains.

9. S. PENNEL, *op. cit.*

10. *Newsweek*, 23 mars 1981.

Une efficacité peut en cacher une autre

Une question est forcément posée : « Les Guardian Angels sont-ils efficaces ? » L'enquête de Susan Pennel tente d'apprécier la réduction des crimes dans un quartier de San Diego, ainsi que la perception de la sécurité par les habitants, les passants ou les passagers du métro. Si le sentiment de sécurité exprimé par la population apparaît renforcé par la présence des Guardian Angels, une réduction effective du crime reste à démontrer. Mais, à l'évidence, la question est mal posée. Le sentiment de sécurité entretient un rapport complexe avec la réalité des délits et des crimes dans une région : à ce niveau imaginaire, les GA peuvent agir sans doute, mais parfois paradoxalement : dévaluer l'action de la police, confirmer l'insécurité du secteur, par exemple. Quant à la mesure de la criminalité, elle est tellement discutée que les statistiques peuvent être interprétées selon tous les points de vue. La mesure de l'efficacité supposerait de s'entendre explicitement sur les buts à atteindre, ce qui n'est pas évident : les GA, par exemple, veulent agir comme élément de dissuasion et non intervenir après qu'un crime aura été commis. Ensuite, les mesures elles-mêmes ne sont jamais que celles des plaintes ou des interventions de la police : de ce point de vue, un accroissement des arrestations peut signifier plus d'efficacité de la police par rapport à une criminalité en baisse, et plus ou moins d'efficacité par rapport à une criminalité en hausse.

Les Guardian Angels mettent l'accent sur la « mission » ; ils en rajoutent même dans le sens de l'abnégation. Mais il faut bien le comprendre de la même façon que les phénomènes de mode ou de bandes : il ne s'agit pas de jouer à se classer, mais de jouer à être responsable, à servir. Les jeunes observés poussent à la limite et à l'excès parfois leur capacité d'obligation, ils mettent en scène leur dévouement à travers leur uniforme même. Mais cela fait partie de tâtonnements nécessaires pour exercer leur capacité « toute neuve » à la responsabilité sociale. L'enjeu de la socialisation d'une génération réside dans la capacité d'une société à faire comprendre aux jeunes qu'ils ont un rôle à jouer, qu'ils sont indispensables, que la société a besoin d'eux. La culture dominante dans les sociétés occidentales contemporaines valorise plutôt, pour les générations adultes — aux postes de responsabilité —, la recherche de l'expérimentation permanente de l'accomplissement personnel : passer le relais, admettre qu'aucune génération ne réalise des fins sociales pour elle-même, admettre sa finitude ne fait pas partie du modèle dominant de comportement adulte.

Lorsqu'un groupe en est réduit à quémander le travail — l'emploi plutôt — comme un droit, c'est qu'on a dénié à ce groupe tout devoir. S'il s'agit seulement d'un droit, on conçoit que certains puissent s'en exclure d'eux-mêmes lorsqu'ils mesurent les conditions humiliantes qu'ils devront subir. S'il s'agit d'un devoir, la contribution de chacun, quelle qu'elle soit, est indispensable et elle a, par là même, sa valeur. Pour cela, une transformation de ce qui est reconnu comme contribution doit être réalisée pour dépasser le cadre étiqué du travail rémunéré.

La professionnalisation de nombreux services contribue à déposséder la communauté de ses obligations et à créer un circuit long de reconnaissance réciproque. Entre le travail du fonctionnaire de la Sécurité sociale et celui de l'ouvrier qui a fabriqué sa voiture, un échange monétaire se fait, mais à très longue échéance et jamais d'individu à individu ; la perception des contributions réciproques est difficile. Il ne s'agit pas de retrouver une économie de troc : la distance sociale et les circuits d'échanges différés font partie de la complexification de notre société. Mais certains services pourraient sans aucun doute être réappropriés par les habitants d'un quartier, par exemple, ce qui les obligerait à reconstituer des contributions plus identifiables et valorisantes.

Cela permettrait notamment aux jeunes de jouer un rôle actif dans la production de certains services (marchands ou non) et de gagner une reconnaissance à court terme. Les Guardian Angels ne correspondent pas du tout au type de programmes imaginables pour réduire le chômage des jeunes. Mais, lorsqu'on conçoit d'une part l'emploi comme un élément d'une capacité de métier, de contribution sociale, de responsabilité, d'échange de services, si l'on peut dire, et d'autre part lorsqu'on se préoccupe d'une socialisation complète d'une génération par l'expérience d'un rôle social effectif dans la communauté, alors on peut dire que les Guardian Angels sont le type même

d'organisation qui aide grandement à la maturation d'une génération, à la socialisation des groupes marginalisés, à la reconquête d'un rôle social par la jeunesse.

Les Guardian Angels obtiennent ces résultats grâce à leur statut à la frontière de deux mondes, à leur enracinement dans la culture de l'*inner-city youth*, de la « zone », à leur mobilisation vers un objectif valorisé par toute la société. Ils y réussissent grâce à leur indépendance et à leur instabilité, ce qui contribue à affaiblir d'autant leur « efficacité » en termes de service de sécurité. Ce paradoxe ne peut être résolu par un contrôle accru des Guardian Angels ou par leur institutionnalisation, qui tuerait leur base de recrutement.

Le lancement d'un mouvement de ce type, dans un autre contexte, ne peut relever d'une quelconque décision d'autorité. Toute tentative d'utiliser ces mouvements, de les instrumentaliser, les condamne à l'échec. Sans doute des forces de ce type existent-elles en France, mais que faire d'autre si ce n'est observer d'un œil favorable leur éventuel développement ? « Ingénieur social » s'abstenir.

Dominique BOULLIER

Dominique Boullier est sociologue à l'Association rennaise d'études sociologiques depuis 1982 et participe aux travaux du L A R E S, Laboratoire de recherches économiques et sociales de l'Université de Rennes II. Ses travaux ont porté sur les rapports entre les générations, sur l'adolescence en milieu urbain, sur les nouvelles technologies de communication (télématique, micro-informatique, citizen-band). Son approche anthropologique s'appuie sur la théorie de la médiation développée par Jean Gagnepain, professeur à l'Université de Rennes II. L'information présentée dans cet article a été recueillie au cours d'une mission de six mois à Berkeley, en 1985-1986.
